

Paris, le 21 mai 2021

DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS

Quoi?

La réforme de la prise de date telle que prévue par l'article 751 du code de procédure civile en matière de procédure écrite ordinaire va entrer en vigueur.

Quand?

Le 1^{er} juillet 2021.

Quels contentieux civils sont concernés?

Les contentieux civils à procédure écrite et représentation obligatoire et les procédures accélérées au fond pour les indivisions et la copropriété, à l'exclusion de tout autre contentieux.

La prise de date pour les services civils qui n'entrent pas dans cette catégorie n'est pas concernée. Pour connaître les modalités de prise de date dans ces services, vous pouvez vous reporter à la fiche disponible sur internet à l'adresse suivante :

https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/sites/default/files/2020-12/Prise%20de%20date%20TJ%20Paris%20janvier%202021_0.pdf

<u>Par exemple</u>, si votre affaire concerne une demande relative à des charges de copropriété de moins de 10 000 euros, elle concerne le pôle civil de proximité. La date ne peut pas être prise par e.Barreau mais en suivant les modalités rappelées dans la fiche ci-dessus.

Si votre affaire concerne le juge des loyers commerciaux, la date ne peut pas être prise par e.Barreau mais en suivant les modalités rappelées dans la fiche ci-dessus.

Si votre affaire concerne un crédit à la consommation, elle concerne le pôle civil de proximité. La date ne peut pas être prise par e.Barreau mais en suivant les modalités rappelées dans la fiche cidessus.



Comment faire?

Etape 1: Pour rendre une date par e.Barreau (RPVA)

La prise de date s'effectue par la fonction « *mise au rôle* ». En fonction de la nature de contentieux choisi, une sélection de date vous sera proposée par le logiciel en ligne.

Le fait de choisir une date n'entraînera <u>pas</u> la réservation de cette date tant que le greffe ne vous aura pas confirmé cette date par message RPVA. Cette confirmation est une opération manuelle du greffe.

Elle n'est donc pas automatique et elle peut mettre jusqu'à 24h (hors jour férié ou fin de semaine) pour être effective. La confirmation donnée par le greffe comprendra un numéro de rôle provisoire (RG n° 21/AXXX), le millésime étant suivi d'un A pour « attente ».

Une fois la date confirmée, vous pourrez procéder à la délivrance de l'assignation.

Etape 2: Pour placer l'assignation

Lorsque l'assignation sera délivrée, il conviendra de procéder à son <u>placement</u> par la fonction « *nouveau message civil* » en utilisant le numéro provisoire communiqué.

Votre attention est appelée sur les délais de placement prévus par les dispositions de l'article 754, alinéas 2 et 3 du code de procédure civile : la caducité pourra être soulevée d'office par le magistrat si les délais n'ont pas été respectés.

Une fois le second original transmis, le greffe vous confirmera le placement et un numéro de rôle définitif vous sera attribué (il s'agit, à nouveau, d'une opération manuelle du greffe et non d'une opération automatique qui peut prendre jusqu'à 24h, hors jour férié ou fin de semaine).

Comment choisir ma date?

Le choix de la date se fait en fonction de la nature du contentieux civil concerné.

Afin de vous permettre de vous familiariser avec la nature des contentieux civils concernés par la prise de date, nous publions, ci-dessous, une liste de la nomenclature adoptée par le tribunal judiciaire de Paris.



Deux présentations vous sont proposées. Une présentation sous forme de liste et une présentation en fonction des pôles et chambres civils du tribunal judiciaire de Paris :

1°) <u>Liste des natures de contentieux civils concernés par la prise de date au 1^{er} juillet 2021 :</u>

17EMECH/Abus liberté d'expression (L.29/7/1881)

17EMECH/Respect de la vie privée

17EMECH/Respect de la présomption d'innocence

17EMECH/Dénigrement (hors concurrence déloyale)

17EMECH/Dénonciation calomnieuse ayant source délit presse

17EMECH/Dénonciation téméraire ayant source délit presse

17EMECH/Presse – Droit de réponse

17EMECH/Déréférencement contenu moteur de recherche

ACTIONS EN FAUX

ASSOC/ASSOCIATIONS LOI 1901

CNBF

CTT/RESP/PREJCORPO/Professionnels du droit CTT/RESP/PREJCORPO/Mise en cause Etat et perso publiques CTT/RESP/PREJCORPO/Accidents aériens

CTT/RESP/PREJCORPO/Action de groupe

CTT/RESP/PREJCORPO/Droits des contrats et obligations
CTT/RESP/PREJCORPO/Concurrence déloyale
CTT/RESP/PREJCORPO/Fournitures EDF
CTT/RESP/PREJCORPO/Responsabilité voyagistes et séjours
CTT/RESP/PREJCORPO/Contrats d'assurance hors constru
CTT/RESP/PREJCORPO/Accidents et transports hors L.85
CTT/RESP/PREJCORPO/Accidents de la circulation
CTT/RESP/PREJCORPO/Resp médicale et produits défectueux
CTT/RESP/PREJCORPO/JIVAT



ECO/BANCFIN - Ctt_Resp_Droit bancaire/financier

ECO/BANCFIN - Cautionnement

ECO/BANCFIN – Cessions de créances

ECO/BANCFIN – Action paulienne des banques

ECO/BANCFIN - Rentes viagères

ECO/BANCFIN - Contentieux fiscal/douanier

ECO/PI- Brevet

ECO/PI- Dessin et modèles

ECO/PI- Marques

ECO/PI- Propriété littéraire et artistique

ECO/PROPCOM- Baux commerciaux hors loyers

ECO/PROPCOM- Conv locative immo hors bail habitation

ECO/PROPCOM- Cession de fonds de commerce

ECO/Responsabilité_ professions du chiffre

ECO/SOCCIV- SCP-SCM-SCI_ Nullité de société

ECO/SOCCIV-SCP-SCM-SCI_Assemblées irrégulières

ECO/SOCCIV- SCP-SCM-SCI_ Cession de parts sociales

ECO/SOCCIV- SCP-SCM-SCI_Litiges entre associés

ECO/ ARBITRAGE _Contentieux de droit commun (arbitrage international/national et hors juge d'appui).

EXEQUATUR (procédure fond- hors référé et PAF)

EXHUMATIONS

FAMILLE/Nullité mariage

FAMILLE/Mainlevée opposition mariage

FAMILLE/Contestation filiation

FAMILLE/Etablissement filiation

FAMILLE/Recherche paternité

FAMILLE/Recherche maternité

FAMILLE/Révocation adoption simple

FAMILLE/Action aux fins de subsides

FAMILLE/Successions et libéralités



IMMO/Vente immo

IMMO/Successions et libéralités

IMMO/Indivision hors JAF et article 1380 CPC

IMMO/Indivisions proc accélérées fond uniquement

IMMO/Construction et assurance constru

IMMO/Copropriété hors paiement charges

IMMO/Servitudes et voisinages

IMMO/Charges de copropriété > 10 000 euros

IMMO/Copropriété proc accélérées fond uniquement

JAF/Divorce

JAF/Divorce post-ONC

JAF/Séparation de corps

JAF/DVH grands-parents

JAF/Enfant confié à un tiers

JAF/Liquidation hors succession

JAF/Révision prestation compensatoire

NATIO/Action déclaratoire de nationalité

NATIO/Action négatoire de nationalité

SOCIAL/Conflits collectifs du travail

SOCIAL/Prévoyance et pôle emploi

SOC/Action assoc agrées consommateurs

2°) <u>Liste des natures de contentieux civils concernés par la prise de date au 1^{er} juillet 2021 en fonction des pôles et services du tribunal :</u>

17ème chambre civile

17EMECH/Abus liberté d'expression (L. 29/7/1881)

17EMECH/Respect de la vie privée

17EMECH/Respect de la présomption d'innocence

17EMECH/Dénigrement (hors concurrence déloyale)

17EMECH/Dénonciation calomnieuse ayant pour source délit presse

17EMECH/Dénonciation téméraire ayant pour source délit presse

17EMECH/Presse – Droit de réponse

17EMECH/Déréférencement contenu moteur de recherche



Exequatur

Service de l'exequatur : EXEQUATUR (procédure fond- hors référé et PAF)

Pôle famille et état des personnes

1ère chambre/nationalité : NATIO/Action déclaratoire de nationalité

NATIO/Action négatoire de nationalité

JAF: JAF/Divorce

JAF/Divorce post-ONC
JAF/Séparation de corps
JAF/DVH grands-parents
JAF/Enfant confié à un tiers
JAF/Liquidation hors succession

JAF/Révision prestation compensatoire

ETAT DES PERSONNES FAMILLE/Nullité mariage

FAMILLE/Mainlevée opposition mariage

FAMILLE/Contestation filiation FAMILLE/Etablissement filiation FAMILLE/Recherche paternité FAMILLE/Recherche maternité

FAMILLE/Révocation adoption simple FAMILLE/Action aux fins de subsides

Pôle du contrat, de la responsabilité et du préjudice corporel

1ère chambre, section 1 CTT/RESP/PREJCORPO/Professionnels du droit

CTT/RESP/PREJCORPO/Mise en cause Etat et perso

publiques

Actions en Faux

CNBF

Exhumations

CTT/RESP/PREJCORPO/Accidents aériens

1ère chambre, section 7 CTT/RESP/PREJCORPO/Action de groupe



4^{ème} et 5^{ème} chambres civiles

CTT/RESP/PREJCORPO/Droits des contrats et

obligations

CTT/RESP/PREJCORPO/Concurrence déloyale

CTT/RESP/PREJCORPO/Fournitures EDF

CTT/RESP/PREJCORPO/Responsabilité voyagistes

et séjours

CTT/RESP/PREJCORPO/Contrats d'assurance hors

constru

19ème chambre civile/accidents

CTT/RESP/PREJCORPO/Accidents et transports

hors L.85

CTT/RESP/PREJCORPO/Accidents de la circulation

19ème chambre/resp médicale

CTT/RESP/PREJCORPO/Resp médicale etproduits

défectueux

JIVAT

CTT/RESP/PREJCORPO/JIVAT

Pôle patrimoine et immobilier

2ème chambre civile

IMMO/Vente immo (Contrats de vente de biens et droits immobiliers - Promesses de vente - Ventes d'immeubles à construire hors responsabilité des constructeurs et assurance construction - Cessions des parts des sociétés immobilières - Mandats de ventes immobilières - Contrats d'échange - Hypothèques - Rentes viagères - Actions pétitoires - Usufruit)

IMMO/Indivisions hors JAF et 1380 CPC (partage d'indivisions conventionnelles - autorisation judiciaire des articles 815-4 et suivants du code civil ne relevant pas de la procédure accélérée au fond)

IMMO/Indivision proc accélérés fond uniquement (demandes relevant de la procédure accélérée au fond en matière d'indivision listées à l'article 1380 du cpc, notamment celles formées en application des articles 813-1, 815-6, 815-9 et 815-11 du code civil)



FAMILLE/Successions et libéralités (Liquidation et partage des successions - Liquidation et partage de communauté consécutive à un décès-Nullité de testaments et de donations - Délivrance de legs - Liquidation du régime de séparation de biens consécutive à un décès-Reddition de comptes de tutelle)

6ème et 7ème chambres civiles

IMMO/Construction et assurance constru (responsabilité des constructeurs et de l'architecte - demande en paiement relative à une opération de construction - trouble anormal de voisinage en lien avec une opération de construction - Ventes d'immeubles à construire hors demandes en nullité de la vente

8ème chambre civile

IMMO/Copropriété hors paiement de charges (Toutes responsabilités et contestations découlant de l'application du statut de la copropriété des immeubles - assemblées générales de copropriétaires - syndics - travaux en copropriété - règlement de copropriété et état descriptif de division - organisations différentes excluant l'application du statut de la copropriété dans les ensembles immobiliers

IMMO/Servitudes et voisinages (troubles anormaux du voisinage hors construction)

8^{ème} chambre civile Section charges de copropriété IMMO/Charges de copropriété > 10 000 euros IMMO/Copro proc accélérées fond uniquement (articles 19, 19-2, 21 29-1, 29-1B et 29-3, 41-1 de la loi du 10 juillet 1965; articles 49-1, 42-12, 61 et 61-1 et suivants du décret du 17 mars 1967).



Pôle activité économique et commerciale

3^{ème} chambre civile : ECO/PI- Brevet

ECO/PI- Dessin et modèles

ECO/PI- Marques

ECO/PI- Propriété littéraire et artistique

9^{ème} chambre civile: ECO/BANCFIN - Ctt Resp Droit bancaire/financier

ECO/BANCFIN - Cautionnement

ECO/BANCFIN – Cessions de créances

ECO/BANCFIN – Action paulienne des banques

ECO/BANCFIN – Rentes viagères (hors cession d'immeuble)

ECO/BANCFIN - Contentieux fiscal/douanier

18ème chambre civile : ECO/PROPCOM- Baux commerciaux hors loyers

ECO/PROPCOM- Conv locative immo hors bail habitation

(bail professionnel, bail dérogatoire, bail du code civil, convention d'occupation précaire, sous-location...) ECO/PROPCOM- Cession de fonds de commerce

1ère chambre, section 3 : ECO/Responsabilité_professions du chiffre

ECO/SOCCIV- SCP-SCM-SCI_ Nullité de société

ECO/SOCCIV- SCP-SCM-SCI_ Assemblées irrégulières ECO/SOCCIV- SCP-SCM-SCI_ Cession de parts sociales ECO/SOCCIV- SCP-SCM-SCI_ Litiges entre associés

ASSOC/Associations loi 1901

Arbitrage: ECO/ ARBITRAGE _Contentieux de droit commun (arbitrage

international/national hors juge d'appui).

Pôle social

1ère chambre, section 4: SOCIAL/CONFILTS COLLECTIFS DU TRAVAIL

SOCIAL/PREVOYANCE ET PÔLE EMPLOI

SOC/ACTION ASSOC AGREES CONSOMMATEURS



Quelles seront les premières dates proposées ?

A partir de l'ouverture du service, le 1^{er} juillet 2021, les premiers dates d'orientation proposées le seront à compter du mois de **novembre 2021** (afin de permettre de placer les assignations arrivées avant le 1^{er} juillet 2021 et de permettre aux chambres de réguler leurs flux).

Et les procédures accélérées au fond?

Le service de prise de date vous permettra de demander une date pour les procédures accélérées au fond suivantes :

- Demandes en matière d'indivision hors JAF listées à l'article 1380 du code de procédure civile, hors désignation d'un mandataire successoral ou d'un administrateur provisoire de l'indivision (demande formée en application des articles 772, 794, 810-5, 812-815-6, 815-7, 815-9 et 815-11 du code civil);
- Demandes en matière de **copropriété**, hors désignation d'un administrateur provisoire, sur le fondement des dispositions suivantes : articles 19, 19-2, 21 alinéa 7, 29-1, 29-1B et 29-3 et 41-1 de la loi du 10 juillet 1965; articles 42-12 et 49-1 du décret du 17 mars 1967

Les formulaires utilisés depuis le 1^{er} janvier 2021 ne seront plus utilisés.

Pour <u>toutes les autres procédures accélérées au fond</u>, la prise de date se fait par le service du pôle de l'urgence civile (voir le guide de la prise de date).

Aura-t-on d'autres informations?

Oui. Un tutoriel complet de prise de date sera mis en ligne dans **la seconde quinzaine de juin** ainsi qu'un guide récapitulant la prise de date dans les différents services du tribunal judiciaire de Paris.